

Lettre mensuelle d'actualité européenne

L'actualité européenne est présentée tous les 1^{ers} mardis du mois à la Maison de l'Europe et des Européens de Lyon/Rhône-Alpes ;
Ponctuellement, au Comité de jumelage de la Ville de Vienne (38) ainsi qu'aux Maisons de l'Europe à Valence (26) et Bourg-en-Bresse (01).

Edito : RENAISSANCE EUROPEENNE ?

Ce mois de septembre, dit de « rentrée », sera, pour l'avenir de l'Europe, le mois des discours. Et des discours très importants. Pour une fois. Avec plein de propositions pour l'Europe. L'avenir dira s'ils seront historiques. Discours de Macron début septembre à la conférence des Ambassadeurs ; discours de Macron à Athènes (08/09) ; discours encore, et surtout, de Macron à la Sorbonne (26/09) ; discours de Jean-Claude Juncker, sur l'Etat de l'Union (13/09) ; discours de Theresa May à Florence sur le BREXIT (22/09).

Que de discours ! Que je vais essayer de décrypter et d'analyser.

Alain MALEGARIE

De Jean-Claude JUNCKER à Teresa MAY : des discours d'importance

1/ Discours de Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, sur l'état de l'Union

Depuis quelques années, la Commission européenne, à l'instar de ce qui existe aux États-Unis depuis longtemps, présente chaque année son discours sur « l'état de l'Union ». Le président Juncker y dévoile une vision très personnelle de ce que doit être l'Union à 27, désormais. « Il faut parachever la maison « Europe quand il fait beau ».

En effet, la situation économique s'améliore partout en Europe, la crise semble désormais loin. Les forces populistes et extrémistes reculent, en Autriche, aux Pays-Bas et en France, même si le résultat des dernières élections en Allemagne peut nous inquiéter, et si la situation en Pologne ou en Hongrie de déni de l'État de droit ne peut dérouter les démocrates que nous sommes. Sur la Pologne et la Hongrie, Juncker rappelle que les États membres doivent se conformer à la jurisprudence européenne, en particulier sur les demandeurs d'asile. De ce temps « où les vents sont favorables », Jean-Claude Juncker veut faire aboutir un certain nombre de chantiers, avec des unions sectorielles, sur le numérique, l'énergie, le bancaire par exemple. Il reprend aussi à son compte une des propositions de campagne d'Emmanuel Macron, à savoir l'organisation de « conventions démocratiques » qui permettront aux citoyens européens de se prononcer sur quelques réformes fortes, comme la création d'un poste de ministre de l'économie et des finances, ou le renforcement du respect de l'État de droit. Autre idée reprise du programme de campagne d'Emmanuel Macron, la création de listes transnationales au sein d'une circonscription paneuropéenne pour les prochaines élections européennes de juin 2019, à la place des sièges des actuels députés britanniques. Enfin il préconise le recours à la clause passerelle, prévue par l'article 48 du Traité de Lisbonne, qui permet de statuer à la majorité qualifiée des États membres, dès lors qu'aucun parlement national n'a exprimé d'opposition dans les 6 mois. C'est une clause très technique, mais elle aurait l'avantage de renforcer le processus législatif et d'augmenter les décisions à la majorité, et cela sans avoir à réécrire un nouveau traité, processus long et aléatoire.

Son discours est structuré autour de 5 grands thèmes : tout d'abord le **commerce** avec des propositions pour renforcer l'agenda commercial de l'Union européenne ; sur l'avenir de **la zone euro** ; sur la création d'un **superviseur européen** unique des marchés des capitaux. Et, dans un domaine moins économique, mais tout aussi crucial pour la place de l'UE dans le monde et sa sécurité, il propose une **unité européenne de renseignement**, et surtout la **fin de l'unanimité dans le domaine des affaires étrangères**, afin de mettre fin à l'inertie de l'Europe dans les grands enjeux ou les crises géopolitiques.

- **Le président Juncker veut en effet renforcer l'agenda commercial de l'Union européenne.**

Cela signifie, entre autres, ouvrir des négociations de libre-échange avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande, d'ici fin 2017. Et au-delà avec les pays du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay), et avec le Mexique. Et, ce à la suite des accords qui viennent d'être conclus avec le Canada et le Japon.

Ces nouvelles négociations devraient se faire dans une plus grande transparence, « les citoyens ont le droit de savoir ce que la Commission propose. Fini le temps de l'opacité, fini les rumeurs ». De même, la Commission s'engage à réclamer le principe de réciprocité « nous devons obtenir autant que ce que nous donnons ». Car ce sont deux points de vigilance des citoyens, et partant d'incompréhension et de rejet de ces accords de libre-échange. S'y ajouteront un cadre communautaire pour le contrôle des investissements des pays tiers dans les secteurs stratégiques de l'UE, ainsi qu'une conditionnalité au respect des normes sociales, sanitaires et environnementales, pour l'accès au marché européen (le 1^{er} en termes de consommateur).

- **L'avenir de la zone euro**

Le président Juncker a exprimé sa préférence pour un ministre européen de l'économie et des finances, qui serait responsable devant le Parlement européen, et qui fusionnerait les fonctions préalables de commissaires aux affaires économiques et monétaires et de président de l'Euro-groupe, plutôt que pour un parlement de la zone euro, car pour lui, « le parlement de l'euro-zone, c'est le Parlement européen », donnant ainsi satisfaction aux pays de l'Europe centrale et orientale qui craignaient la mise en place d'une Europe à deux vitesses, et contredisant, sur ce point, le président Macron.

Il a rappelé aussi que l'euro avait vocation à être la monnaie de toute l'Union européenne, à l'exception du Danemark, qui avait négocié une clause de *opting-out* au moment du Traité de Maastricht de 1992 (et du Royaume-Uni aussi, mais le BREXIT exclut d'office le Royaume-Uni de l'avenir de l'Union européenne, et donc de la zone euro). Pour faciliter cette future adoption de la monnaie unique, Juncker préconise la création d'un instrument de pré-adhésion à l'euro, qui permettrait aux pays de l'UE non encore membres de la zone euro, de bénéficier d'une assistance technique et financière, un peu sur le modèle des instruments de pré-adhésion à l'UE.

Juncker réaffirme son soutien à l'instauration d'un Fonds monétaire européen qui viendrait remplacer le Mécanisme européen de stabilité. Il a en revanche réaffirmé son opposition à la mise en place d'un budget propre à la zone euro.

- **Un superviseur européen unique des marchés de capitaux**

Cette nouvelle fonction s'inscrit dans le prolongement et l'achèvement de l'UMC, (l'Union des marchés de capitaux) et dans l'Union bancaire. L'objectif de ce superviseur européen est de remédier à la fragmentation de la supervision bancaire, répartie entre les autorités nationales, et ainsi de renforcer la surveillance des niches financières qui pourraient se développer. En prolongement, Juncker plaide pour un élargissement de l'Union bancaire à l'ensemble des États membres, de façon à ce que toutes les banques européennes soient soumises aux mêmes règles et à la même surveillance.

Est annoncée aussi l'adoption à courte échéance de propositions comme « le produit paneuropéen d'épargne-retraite-individu » ; les amendements proposées au règlement sur les infrastructures de

marché européen, dont le nouveau mécanisme de supervision des chambres centrales de compensation situées en dehors de l'UE ; et un renforcement juridique de la BCE en matière de règlement des titres financiers.

- **Sur les autres points relevant de la sécurité et de la place de l'UE dans le monde**

Le président Juncker a annoncé la mise en place d'une Unité européenne de renseignement, permettant l'échange automatique de données sur les terroristes ou les combattants étrangers avec les services nationaux de renseignements et de police.

Par ailleurs, il propose que le futur Parquet européen se voie confier des compétences en matière de poursuites de crimes de terrorisme. Ce qui semble logique, car le terrorisme ne connaît pas de frontières, et que l'Union européenne doit présenter un front uni face à ces grandes menaces qui viennent autant de l'extérieur que de l'intérieur.

Enfin, il préconise la fin de l'unanimité dans le domaine des affaires européennes, et ce afin de pouvoir prendre des décisions plus vite, d'agir plus vite, et de repositionner l'Europe dans le champ géopolitique. Les affaires étrangères vont souvent de pair avec la Défense, et dans ce domaine, Juncker a souhaité la mise en place d'un programme de développement industriel européen de défense, et d'un plan d'action européen de défense.

Sur la question des potentiels futurs élargissements, le président Juncker a rappelé que le respect de l'Etat de droit, de la justice et des droits fondamentaux était un incontournable absolu si un pays veut adhérer à l'Union européenne. Et de ce fait, la Turquie « s'éloigne à pas de géants de l'UE ». Juncker a même lancé un appel solennel à l'égard de ce pays : « libérez les journalistes, et pas seulement nos journalistes ». A l'inverse, il faut continuer à offrir des perspectives d'élargissement crédibles aux pays des Balkans occidentaux, afin de stabiliser la région et notre voisinage. De nombreux micro-Etats sont prévus : Serbie, Macédoine, Monténégro, Kosovo, Albanie et Bosnie-Herzégovine. Mais cela ne se fera pas sous le mandat du président Juncker, puisqu'il a déjà indiqué qu'il ne se représenterait pas en 2019, après les élections européennes.

2/ Discours d'Emmanuel Macron du 26 septembre à la Sorbonne, sur l'avenir de l'Europe

Avant même ce discours qui se veut fondateur (précurseur ?) d'une dynamique, notre président a déjà parlé d'Europe, dès sa campagne présidentielle, ce qui est rare en France (!), mais aussi lors de la conférence des Ambassadeurs (« L'Europe ne peut pas être un simple marché ») ou lors de son discours d'Athènes devant le Parthénon, le 8 septembre. A chaque fois, il avait donné le ton sur ses grandes ambitions pour l'Europe. Un commentaire sur celui d'Athènes, car il avait déjà bien annoncé « la couleur », je cite : « nous européens, qu'avons-nous fait de notre souveraineté, de la démocratie, et nous faisons-nous confiance ? » Pour Macron, la crise grecque a révélé que ces trois mots sont en danger, face au populisme, au souverainisme, à l'euroscepticisme. Déjà, il n'a pas peur de dire les choses, d'appeler un chat, un chat ! Il avait déjà évoqué son projet de lancer, dès 2018, des conventions démocratiques pour que les peuples puissent débattre sur chaque mesure préparée par des techniciens. Bien sûr, il entend faire des propositions concrètes, et une feuille de route, et retrouver le « sel de la zone euro et le sel de la démocratie européenne ».

La presse a accueilli avec bienveillance ce discours. Le Figaro : « Pas sûr que la lourdeur des procédures européennes cède devant son héroïsme politique ». Challenges approuve cette intervention, soulignant que Macron est même hostile à l'intrusion du FMI dans les crises de la zone euro, récusant un superviseur des affaires européennes. Il précise même : « le FMI doit faire preuve de bonne foi dans la dernière phase du plan d'aide à la Grèce », fustigeant des « méthodes technocratiques et lunaires ». J'imagine qu'il a dû être très applaudi, de dire cela aux Grecs ! Il veut donc toute sa souveraineté à l'Europe, sans ingérence étrangère à l'UE. Bravo ! Je n'avais jamais entendu un politicien européen dire cela ! Si ! Quelqu'un l'avait déjà dit, et je tiens à lui rendre cet hommage : il s'agit de Jean-Claude Trichet, alors président de

la BCE, qui refusait que des non-européens rentrent dans la Troïka ! Et les chefs d'État ne l'avaient pas écouté ! Il est vrai que Trichet n'était pas un politicien... Imagine-t-on que la BCE, ou la BEI, s'ingère dans un programme de surveillance et de financement aux Etats-Unis?

Macron a conclu son discours par des propos très lyriques : « L'Europe c'est une odeur, une couleur, une lecture. C'est la convivialité, la civilité, une culture. C'est un imaginaire commun ».

Et Challenges, convaincu, de conclure : Ce projet de refondation est beau, ambitieux, séduisant. Il a du souffle. Il parle au cœur, aux tripes, et à l'âme des élites. Pas évident, en revanche, que les eurosceptiques seront convaincus. Il a promis à la Jeunesse européenne « souveraineté, démocratie et culture ».

Mais beaucoup de Jeunes, surtout au Sud, rêvent aussi, très concrètement, d'un Job.

Et puis est arrivé le 26 septembre, et ce discours à la Sorbonne, devant des centaines d'étudiants français et d'autres pays d'Europe, et il est allé beaucoup plus loin dans sa vision à court et moyen terme et ses projets pour la refondation de l'Europe.

Macron, d'entrée de jeu, a démarré très fort : « Je vais vous parler d'Europe, encore diront certains, et ce ne sera pas la dernière fois, il faudra s'y habituer. L'Europe est une idée, depuis des siècles. L'Europe aurait pu être engloutie au XXème siècle, avec les deux guerres mondiales. Je ne permettrai pas la haine, je lutterai toujours contre la haine, les extrémistes, les identitaires ».

- **Pour une souveraineté européenne.**

Il nous faut une défense européenne autonome, complémentaire de l'OTAN. On a déjà un fonds de la défense. Mais il faut développer une culture commune. Je propose qu'on la construise, en proposant à nos partenaires d'accueillir des militaires de tous les autres États européens. Puis on créera une force d'intervention commune opérationnelle. Pareil pour la lutte contre le terrorisme et la criminalité, avec un parquet européen regroupant toutes les enquêtes judiciaires de tous les pays, et une académie européenne de renseignements anti-terroriste.

Le dérèglement climatique vole chaque semaine des vies humaines, avec multiplication de catastrophes de moins en moins naturelles.

Là encore, il faut avoir une force collective, coordonnée. L'action solitaire d'un pays ne servirait à rien.

- **Assurer le mot souveraineté en protégeant nos frontières extérieures.**

Les migrants ne sont pas une crise, mais un défi de long terme. L'Europe n'est pas une île. Donc nous aurons toujours des migrations et des réfugiés. Nous devons aider ceux qui sont submergés par les arrivants.

On n'a qu'un choix : car se barricader derrière nos frontières serait illusoire. Je souhaite que soit créé un office européen de l'Asile, avec des fichiers biométriques, une police des frontières européenne. Je veux l'Europe de la sécurité. Il faut aussi aider les pays « émetteurs » de migrants.

Relancer les taxes sur les transactions financières européennes

Il faut le faire, au profit de l'aide au développement économique. Développer un partenariat avec l'Afrique : sur l'éducation, la santé, l'économie. Sinon d'autres puissances le feront...



- **Transformation écologique / énergétique.**

L'Europe est sur un entre-deux. Il faut développer nos interconnexions avec l'Espagne, le Portugal ; développer un monde européen de l'énergie, avec des prix planchers.

Il faut aussi une taxe sur le carbone aux frontières extérieures de l'Europe

- **Révolution numérique**

Là encore, nos économies ne peuvent se développer en restant en circuit fermé. Il faut créer une agence européenne pour l'innovation (à l'instar de ce qu'ont fait les USA pour eux). Soyons innovateurs, et pas « suiveurs ». Car les grands champions du numérique sont tous américains. Créons des champions européens. Nous devons défendre aussi nos droits d'auteur.

- **La puissance économique et monétaire européenne.**

Nous devons développer une puissance industrielle ; une puissance spatiale. Une puissance économique, solide, ne peut se construire qu'avec une même monnaie : « Je n'ai pas, moi, la zone euro honteuse ».

Principal enjeu : réduire le chômage qui frappe encore un jeune sur 5 en zone euro.

Il ne s'agit pas de mutualiser nos dettes. Mais de créer une économie européenne égale des Chinois et des Américains. Pour ce faire, il nous faut un budget commun, pour pouvoir investir : un budget bien plus important que l'actuel, grâce aux taxes européennes. Il faut aussi lui allouer un impôt. Il faut aussi un ministre de l'Economie et des Finances commun.

Construisons une zone euro forte, solidaire (« même si tous les autres pays de l'Union ont vocation à adopter l'euro »). On n'aura pas d'Europe forte et prospère si elle n'est pas unie. On peut reprendre la bonne formule de Jacques Delors : "Le modèle économique européen doit se fonder sur trois principes : la concurrence qui stimule, la coopération qui renforce et la solidarité qui unit."

- **Travailleurs détachés**

Le problème c'est qu'on a développé des marchés moins disant. Je me bats pour modifier cette directive qui nous oppose. Je veux une harmonisation fiscale et sociale. Car on ne peut accepter une concurrence fiscale et sociale entre nous. Créons des fourchettes de taux se rapprochant d'ici le budget de l'UE de 2020. « On ne peut avoir des fonds européens qui financent des taux de fiscalité ».

On doit aller aussi vers une convergence sociale : car sinon on peut observer les conséquences, par exemple au Royaume-Uni qui l'a payé cher, avec le BREXIT. Ou encore les électeurs de Donald TRUMP, qui ont voté contre ces différences entre États. Nous devons travailler sur la définition d'un salaire minimum, progressivement.

Pour les travailleurs détachés, il nous faut proposer un fonds de solidarité pour les pays les plus en retard.

- **Ce qui tient l'Europe, c'est sa culture**

Chaque étudiant (ou la moitié des classes d'âge) devra parler au moins deux langues européennes d'ici 2024. Tout jeune devra passer au moins 6 mois dans un autre pays européen, qu'il soit étudiant ou apprenti. Développons un réseau universitaire fort pour fluidifier les parcours d'études de chaque étudiant ; créons un véritable semestre européen et des cours européens. Lançons aujourd'hui un « processus de la Sorbonne » comme jadis il y eut un « processus de Bologne ».

Mounier : « l'universel prépare les hommes à plusieurs langues ». Les parcours universitaires façonnent aussi l'Europe, celle du multilinguisme.

- **Souveraineté, unité et démocratie sont indissociables pour l'Europe.**

Les pères fondateurs ont beaucoup fait. Puis leurs idées et projets ont été fracassés en 2005 par le double vote négatif en France et aux Pays-Bas sur le projet de constitution européenne.

Les dirigeants européens sont alors rentrés en « glaciation », ils n'ont plus rien proposé à leurs peuples en matière d'Europe. Pour leur tranquillité et leur carrière politique. 12 ans de perdu, pendant lesquels le monde avançait, se développait, nous rattrapait en partie.

On ne peut plus rester comme ça, inertes face aux défis du monde, qui lui avance toujours plus vite. Et il ne faut plus poser par référendum une question binaire oui/non. Car ce sera toujours « non ».

Il faut débattre démocratiquement, à l'échelle européenne, avec les peuples, expliquer ce qu'on peut faire pour faire progresser l'UE, d'ici l'élection de 2019. Faire des « conventions citoyennes » démocratiques dans chaque pays.

C'est pour cela aussi que je prône une liste transnationale pour 2019 (et il faut aussi organiser la répartition des 73 eurodéputés du Royaume-Uni) où on votera partout en même temps en Europe. Avec des questions de fond.

Je souhaite que la moitié du Parlement européen soit élu sur des listes transnationales (car aujourd'hui les dirigeants de parti ne parlent jamais d'Europe dans ces campagnes législatives européennes, détournant ces élections à leur profit et intérêt locaux).

« En 2024, je demande que l'Hymne à la Joie et le drapeau européen soient présents aux JO de 2024, au côté des drapeaux nationaux ».

C'est le bon moment pour réussir la réforme européenne, avant les élections de 2019. On ne peut plus attendre encore.

- **Quelle Europe en 2024 ?**

- démocratie et liberté doivent en être le socle.

- une Europe moins technocratique, plus simple, plus efficace, protectrice aussi, avec le Marché unique, et sanctionnant toute pratique déloyale

- il faudra réformer les institutions : ramener la Commission européenne à 15 membres, pas 28 : c'est ingérable

- cette Union doit s'ouvrir aux Balkans afin qu'ils n'aillent pas vers la Turquie, ou la Russie, qui sont fort peu démocratiques.

- le Brexit : des discussions sont en cours. Mais rien sur l'avenir de l'UE que je souhaite. Et je n'imagine pas que le Royaume-Uni n'ait pas une « place » dans cette Europe. Acceptons aussi ces différences multiples.

Je pense également à Robert Schuman, et son célèbre discours du 9 mai 1950 : « l'Europe n'a pas été faite, et nous avons eu la guerre ».

Prenons le risque de l'audace pour notre avenir. Je félicite la Chancelière Angela Merkel pour sa réélection. Nous partageons les mêmes valeurs sur l'Europe. Je sais qu'elle saura réagir face à ceux qui ont voté pour le repli et la haine.



Sur tous les sujets que j'ai évoqués, nous pouvons lancer un axe franco-allemand fort, du droit des affaires au droit des pays.

Je propose que nous signions le 22 janvier 2018 un nouveau Traité de l'Elysée pour le 55^{ème} anniversaire de sa signature (22/01/1963).

Dès demain, je serai avec le président du Conseil italien, puis j'irai voir ou revoir chacun des chefs d'État ou de gouvernement (j'en ai déjà vu 22).

Le temps de la France muette est terminé. Il faut lancer un groupe pour la refondation européenne, avec des parlementaires, des associations, des autres pays européens

• Conclusion

Voici le cap que je voulais tracer ce jour : rendre l'Europe aux Européens.

Nous devons redonner l'ambition à cette Europe qui depuis 70 ans a tourné le dos à la guerre, lorsque le fanatisme et le nationalisme avaient pris le dessus, balafrant l'histoire des Européens. Cet obscurantisme se réveille un peu partout en Europe. Je le dis à tous les dirigeants européens : « vous n'avez pas le choix ».

Cette ambition, ce sursaut de nos consciences, nous devons les porter maintenant, tout de suite. L'Europe a besoin de courage, pas d'inertie. Gare aux bégaiements de l'Histoire.

Agissons par et pour la jeunesse européenne.

Commentaires et réactions

Lorsque l'on croit à l'Europe et à la nécessité impérieuse de son développement pour nos valeurs démocratiques, notre prospérité et notre sécurité, on ne peut qu'applaudir des deux mains un tel discours et des propositions bien pensées, audacieuses, et qui forcent le débat, même avec ceux qui ne le voulaient pas, ou plus. Ses propos sont francs, décapants, même. Il était temps. L'Europe s'endormait et le nationalisme prospérait. Un discours ne fait pas tout, mais il réveille les consciences, redonne de l'espoir.

Sur le fond, Macron joue habilement sur deux tableaux, l'approfondissement de l'Union et l'amélioration de tout ce qui ne marche pas. Et il n'hésite pas à bousculer les habitudes, à transgresser les codes, étant clairement pour une Europe à deux (voire plus) vitesses, pour avancer et convaincre les autres, et même pour une « locomotive » à...deux, le fameux socle franco-allemand.

Et, premier miracle, ça marche !

J'ai pu observer dans les médias de la surprise, beaucoup d'éloges (si, si, et même jusqu'à Valeurs Actuelles, qui n'est pourtant pas un militant acharné de l'Europe !), de l'admiration parfois, ou du scepticisme parfois face à des propositions si « audacieuses ». Mais pas d'attaques fortes sur le fond ni sur la méthode. Côté classe politique, les réactions reflètent évidemment le positionnement idéologique : ça va de l'étonnement, de la sidération ou du rejet en bloc de ces atteintes à la « souveraineté nationale », refrain bien connu et entendu depuis longtemps, quelle que soient les propositions, d'ailleurs. C'est vrai que l'initiative de Macron est d'autant plus courageuses et audacieuses qu'il sort d'une campagne présidentielle où –et c'est très préoccupant- 8 candidats à cette présidentielle sur 11 étaient eurosceptiques ou franchement europhobes, 2 étaient euro-tièdes (Fillon/Hamon) et un seul européen convaincu, Macron, bien sûr. Ce qui ne veut pas dire « euro-béat », et ses critiques justes sur l'actuel fonctionnement de l'Europe le prouvent. Je souligne ce point important, car maintenant lorsque l'on se déclare pro européen, on est souvent taxé d'être « euro béat » !

Quelle que soit la suite réservée à cette « feuille de route », Macron aura eu l'immense mérite de renverser la table et de bousculer le discours ambiant et quasi unilatéral consistant à dénigrer



systématiquement l'Europe, responsable de tous les problèmes. Cela fait vraiment longtemps (voire jamais ?) que l'on n'avait pas entendu ceci (morceaux choisis) : « Nous ne pouvons pas nous permettre de garder les mêmes habitudes, les mêmes politiques, le même vocabulaire, les mêmes budgets. Nous ne pouvons pas davantage choisir la voie du repli national, qui serait un naufrage collectif. Nous ne pouvons pas nous laisser intimider par l'illusion du repli. Et c'est en refusant ce mensonge que nous serons à la hauteur de notre époque, de son urgence, de sa gravité ».

Tout est dit ! Alors, « Macron : Miracle ou Mirage ? », pour reprendre le titre du dernier livre de Pierre-André TAGUIEFF .

Les réactions européennes sont plutôt bonnes : Jean-Claude Juncker est pas mal en phase avec Macron, Madame Merkel aussi, elle a très vite déclaré son total consensus avec Macron, même s'il faudra « voir les détails », (contrairement à ce qu'a déclaré intempestivement Laurent Wauquiez à LCI, et ce malgré la démonstration contraire du journaliste lui présentant la dépêche officielle ! !).

Madame Merkel a même donné son accord pour réviser le Traité de l'Elysée, qui fêtera ses 55 ans le 22 janvier 2018. Pour Michael STÜBGEN, porte-parole de la CDU au Bundestag, « la France redevient enfin un acteur politique sur la scène européenne » ; la CDU a approuvé la vision de Macron « pour une Europe plus forte et qui va de l'avant » ; accord total des Verts au Bundestag, « pour une Europe solidaire ». Par contre, le FDP (les Libéraux) est clairement contre, son président Christian LINDNER refuse un Fonds monétaire européen et un budget spécifique de la zone euro, et encore moins qu'un tel budget permette des transferts « automatiques ». Pour lui la part de l'Allemagne dans ce budget est de plus de 60 milliards d'euros, et « il irait à la France pour ses dépenses publiques ou à l'Italie pour réparer les erreurs de Sylvio Berlusconi ». Ndlr : vous avez dit solidarité ? C'est fâcheux, car A. Merkel devra gouverner avec les Libéraux et les Verts...

Mais d'autres membres du FDP, plus nuancés, sont pour un mécanisme de soutien aux réformes mises en œuvre par les États membres. C'est du donnant-donnant, en quelque sorte ! Si nous nous réformons, nous serons aidés. A bon entendeur...En fait, j'y vois là plus un mécanisme de stabilité renforcé qu'un projet de budget commun souhaité par Macron.

Mêmes divergences sur l'Europe sociale, par exemple l'harmonisation des salaires ; c'est oui pour les Verts, et non pour les Libéraux ! Et ça s'inverse sur l'Europe de la Défense : oui pour la CDU et le FDP pour avoir une politique d'armement commun et une augmentation des dépenses d'armement, et non catégorique des Verts !

Mais madame MERKEL a beaucoup d'expérience et du doigté pour réussir un gouvernement de coalition efficace. Et nul ne doute qu'Emmanuel Macron continuera à plaider son dossier auprès de ses collègues, et pas seulement dans les cénacles officiels comme les Conseils européens. Pour faire avancer l'Europe, et notamment la zone euro, on a trop besoin de ce tandem franco-allemand jadis efficace à l'époque KOHL / MITTERRAND (Maastricht ; l'euro). Ils peuvent impulser une dynamique.

Dès le sommet de Tallinn (Estonie) du 28 septembre, Macron en a profité pour plaider sa cause. Donald TUSK, le président du Conseil européen, a été chargé d'élaborer un programme concret de mesures à prendre d'ici 2018 : coopération accrue en matière de défense ; approfondissement de l'UEM et finalisation de l'Union bancaire ; préparation du sommet du partenariat oriental. Et même si D. TUSK a déclaré « Pas d'Europe à la carte », il s'est empressé de rajouter : « mais si nous ne sommes pas en mesure de nous mettre d'accord, nous devrions avancer, avec une réflexion sur l'avenir ». Et cela c'est assez nouveau, non ? Même si, de fait, l'Union est déjà à la carte, il est rare qu'on l'envisage en postulat de départ. Déjà un « effet Macron » ?

Le Parlement européen vient également d'inscrire au programme de sa première session plénière d'automne le thème « Réflexions sur l'avenir de l'Europe ».

La seule petite fausse note à ce jour est un twitt de la présidente de la Lituanie, madame Dalia GRYBAUSKAÏTE, très sceptique et contre les « mirages du désert ».

Les débats et processus sont enclenchés, on se doute bien que la route sera longue, sinueuse et pentue mais il reste le courage, la foi et la détermination.

Macron confirmera j'espère, pour son propre compte, la célèbre formule de Jean Monnet : « Je ne suis pas optimiste, je suis déterminé ». Il a commencé à « faire le job » pour relancer la mécanique Europe, il a marqué les esprits par de superbes discours (Athènes ; Sorbonne) lyriques et oniriques. Son grand nombre de propositions, parfois très optimistes, vont chambouler le débat dans les capitales et les instances européennes. Il ne reste plus qu'à espérer, en ces temps de populisme aggravé, que ses discours se transformeront vraiment en actes et ne resteront pas au stade de « Paroles, Paroles, Paroles », ce joli refrain de Dalida.

3/ l'Allemagne, un partenaire fort et fiable pour l'Europe. Portrait socio-économique d'un pays performant et bien dirigé.

Le bilan d'Angela Merkel est plutôt positif, c'est le moins qu'on puisse dire.

Elle est arrivée au pouvoir en 2005, le taux de chômage était à 10%, le déficit budgétaire à 3%, la dette était à 60%. Elle a réussi : le taux de chômage est inférieur à 5% ; il y a un excédent public et un déficit à 0 (!) donc les taux d'intérêt les plus bas au monde, une balance des paiements qui est de l'ordre de 8 - 9 % du PIB, un excédent de la balance commerciale insolent depuis dix ans (+ de 170 milliards d'excédent), un taux de pauvreté qui a plutôt tendance à s'améliorer ; idem pour les indicateurs de bas salaires.

Les réformes libérales en Allemagne ont commencé à la fin des années 90, période 2000-2016 : ¼ de la population active en temps partiel, plus de 7,8 millions de mini-job (mais sachant que souvent les gens ont deux voire trois mini-jobs, comme aux USA d'ailleurs).

Depuis 2005, Angela Merkel a géré l'héritage de Gerhard Schröder, mais elle a eu la possibilité de réintroduire des éléments de re-régulation, comme le salaire minimum, crée en 2015 (notre SMIC); on a re-régulé l'intérim et les contrats de prestations de service ; on a pu assouplir et améliorer les départs à la retraite.

Elle a essentiellement géré ; il n'y a pas de grandes réformes qui portent le nom de madame Merkel Elle reste très populaire, malgré trois mandats, on l'appelle « Mutti »: elle a géré comme une mère de famille, discrète et pragmatique. Une grande majorité d'Allemands l'adorent. Elle est la seule en Europe (dans le monde ?) à être réélue démocratiquement 4 fois !

On peut juste citer la réforme de l'éducation qui est en cours : les Allemands sont mal classés dans les classements sur l'éducation ; mais à la différence de la France, les Allemands ont réagi, en améliorant l'apprentissage des langues et en mettant en place un soutien scolaire pour les élèves défavorisés Mme Merkel a surtout tiré les fruits des réformes difficiles qui ont eu lieu avant, Schröder a fait le « sale boulot » ; elle a fait quelques correctifs.

L'Allemagne a contribué à cette austérité excessive que l'on a connue en Europe, mais gare au mythe de « l'explosion de la pauvreté en Allemagne »

Oui, il y a plus de mini-jobs, mais c'est souvent des gens qui ne travaillaient pas, des 2^{èmes} jobs. Je sais qu'on fantasme beaucoup en France sur ces emplois. Sauf qu'en France aussi on a énormément de mini-jobs sans le dire : tous les contrats de travail à...la journée, à la semaine, au mois. Ou des CDD de 24h / semaine, d'où des très petits salaires.

Le succès de la réussite allemande ne repose pas sur la précarité de cette main d'œuvre.

Il faut d'ailleurs essayer de décrypter ce que l'on peut imputer ou non aux réformes HARTZ.

Car tout n'est pas dû à ces lois : il y a eu aussi les délocalisations dans les pays de l'est, le fait qu'il y a eu une privatisation et dérégulation des services publics, une érosion forte de la couverture des conventions collectives (entraînant un affaiblissement des syndicats)

Autre idée reçue : les mini jobs n'ont pas été créés par les lois HARTZ : ils existent depuis la fin du XIXème siècle ! En fait, ils n'ont pas explosé, mais avant la réforme HARTZ, on ne les comptabilisait pas !

Je voudrais dire un mot aussi sur la notion de précarité, car on passe son temps à dire qu'en Allemagne ils sont très nombreux. Il est vrai que l'on a envers l'Allemagne un complexe à la fois d'infériorité et de supériorité ! On les envie, mais on les dénigre. La notion de « précaire » démarre en gros à des revenus mensuels inférieurs à 1000 € par mois. Sauf que cela ne veut rien dire, car le seul agrégat pertinent est le niveau de vie : avec 1000 €, on vit à Berlin, pas à Paris. Car les prix du logement, de la nourriture et des transports sont 30 à 40 % inférieurs à ceux de Berlin ou Paris ! Et cela vaut pour toutes les grandes villes allemandes. Il faut donc tout prendre en compte pour bien comparer, objectivement.

De même l'Allemagne a 10 millions de précaires, mais sur une population totale de 83 millions d'habitants. La France en a 8 millions, pour une population totale de 66 millions. Soit exactement le même ratio !

Il y a certes des grands défis à venir sur lesquels l'Allemagne ne prépare pas bien l'avenir, comme l'état vétuste des grandes infrastructures, ferroviaires notamment.

Sa grande action, c'est la façon dont elle a géré l'immigration, en prenant en regard un problème démographique majeur et un problème humanitaire majeur ; ce qui engage l'avenir du pays sur plusieurs décennies. Cela restera un acte fort, même si l'opinion s'est progressivement retournée... Elle est perçue comme la conscience morale de l'Europe. Aucun autre dirigeant européen n'a eu un tel courage, surtout à un an des élections !

Un point de fragilité énorme : le système bancaire, et la question du financement des entreprises. Une grande banque allemande (la Commerz Bank) va se faire racheter très certainement par BNP Paribas

L'Allemagne est un pays fédéral, avec des Länder qui ont du pouvoir, et donc des banques régionales. Il y a tout un système de petites banques régionales qui sont bourrées de crédits pourris, et qui sont passées sous le radar de la BCE.

Il y a une grande banque malade en Europe, c'est la Deutsche Bank : elle doit être assainie.

Un grand défi : l'Allemagne n'investit pas assez, ni dans le privé ni dans le public.

D'où des problèmes de dégradations, au fil des années, de la qualité des réseaux téléphoniques, des réseaux routiers, chemin de fer. L'opération de fusion entre ALSTOM et SIEMENS est une bonne chose, pour les deux pays, et pour rester européen, surtout. Sinon ALSTOM était racheté par les Chinois ou l'américain Général Electric. Et ALSTOM n'avait plus la taille critique pour être compétitif face à la concurrence chinoise. L'union fait la force, là encore, et là on crée un géant du ferroviaire, un « Airbus » du rail.

Alors bien sûr, il y a eu un petit concert de pleureuses, sur une « perte nationale ». Ceux-là sont donc contre la nation, puisqu'ils auraient préféré la faillite, puis la fermeture et le chômage pour tous ! A ce propos, je ne voudrais pas polémiquer, mais quand PEUGEOT a racheté OPEL, je n'ai entendu

personne protester, en France ? Ni quand la BNP rachètera la Commerz Bank, j'imagine ? Les fusions, c'est unilatéral, en somme ?

Le manque d'investissements en Allemagne se voit avant tout dans les transports : chaque année entre 7 et 10 milliards d'euros sont nécessaires pour garder en l'état les infrastructures dans les transports. L'Allemagne a aussi du retard dans le numérique, avec un débit moins puissant, ce qui pose problème pour les entrepreneurs.

Aussi dans les écoles, et avec un retard dans la formation.

L'Allemagne est un pays fédéral, et donc l'investissement vient principalement des communes ; mais un tiers d'entre elles ont des finances déficitaires ou sont criblées de dettes, et ne peuvent donc pas dépenser. Où réduira-t-on d'abord la dépense ? Dans les investissements ?

Un autre problème est la réduction de la dette ; la fédération ne doit pas aggraver la dette ; les communes et les Länder doivent avoir un budget structurellement équilibré. Il y a un débat en Allemagne sur la nécessité d'investir

C'est plus payant électoralement de promettre des réductions d'impôt ou des augmentations de retraite que des investissements dont on ne verra le résultat qu'à moyen ou long terme.

Plusieurs grands défis pour l'Allemagne :

D'abord le nucléaire, avec une transformation radicale de la production de l'électricité en Allemagne. Sortir du nucléaire, ça commence d'abord par augmenter le prix de l'électricité : on est passé de 2% à 2,6% des dépenses des ménages ; parce qu'en même temps, ils ont fait des économies d'énergie, bien plus que nous ; et même si le prix augmente, comme le volume est réduit, cela coûte moins cher ; et cela continue à baisser, parce qu'aujourd'hui le prix d'un KWh en énergie photovoltaïque, en éolienne, c'est deux fois moins cher que le prix d'un KWh en nucléaire. Ils n'ont pas remplacé le nucléaire par le charbon, (et pas du tout au nucléaire français) tout cela n'a duré que deux ans pour des raisons de transition.

Aujourd'hui l'Allemagne est bien engagée dans le post-nucléaire, et ils sont en train de réussir cela, c'est même un vrai succès.

Un autre défi, c'est le processus de vieillissement démographique, déjà avancé ; le pays va faire face à des dépenses très importantes de santé, de retraite et de dépendance.

Les projections entre les limites des cotisations que l'on peut prélever et le seuil de retraite à verser, cela ne tient plus ; sachant qu'en Allemagne, il y a une sorte de phobie absolue pour tout ce qui est de l'augmentation du taux de cotisation.

La dépendance est un vrai point de fragilité : les projections nous amèneraient à une hausse de plus de 4 points pour la dépendance, et une projection de 4 millions de personnes dépendantes.

Si l'Allemagne peut être un modèle, c'est parce qu'elle a réfléchi à ce qu'est la dépendance, qui est une vraie branche de l'assurance maladie

Cela peut expliquer son tempérament d'épargnant, de sous-investissant.

Autre défi de l'Allemagne, le manque de compétence. Et la vraie question que l'on a, c'est quelles sont les compétences que les réfugiés vont apporter et développer. Beaucoup de gens qui arrivent sont des diplômés des secteurs de santé ; ce qui donne peut-être une certaine justification à leur accueil, car l'Allemagne va manquer de main d'œuvre. Les migrants diplômés seront très utiles.

On a la vision d'une Allemagne industrielle, mais ce qui fait la force de l'économie allemande va sans doute muter, c'est un modèle qui va basculer vers davantage de service, de demandes intérieures. Le prochain défi d'Angela Merkel sera aussi sa place à l'international : l'Allemagne va davantage être tournée vers une solidarité européenne

L'Allemagne a un autre problème, elle épargne trop : 8,5 %, l'équivalent de son Pib ; ce qui a un effet déflationniste en Europe : à la base il n'y a pas assez d'investissements en Allemagne, public et privé. En plus, elle achète du coup moins de produits aux autres.

L'Allemagne est le seul pays de l'OCDE où les dépenses publiques d'investissements sont inférieures à l'usure des infrastructures.

L'avenir économique et social de l'Allemagne dépend aussi de son évolution politique. Et aussi incroyable que cela puisse paraître, malgré des résultats économiques et sociaux (un des tous premiers niveaux de vie de l'UE) enviés par nombre de voisins, l'Allemagne voit revenir au Parlement, depuis les élections législatives du 24 septembre 2017 un parti raciste, xénophobe, aux relents de néonazisme, et bien sûr europhobe.

Depuis la seconde guerre mondiale et sa barbarie nazie, l'Allemagne, pour la première fois, voit l'extrême droite revenir dans les urnes, aux élections législatives du 24 septembre 2017. L'impensable s'est produit, alors même que l'Allemagne est le pays qui marche le mieux de toute l'UE, sur le plan économique et de son niveau de vie. Avec près de 13% des voix, l'AfD (Allianz für Deutschland) approchera la centaine de députés au Bundestag. Ils seront la troisième force politique du pays. Mais ce seront des députés extrémistes « pur et dur », europhobes, racistes, xénophobes, antisémites (le Mémorial juif à Berlin est, pour eux, le « mémorial de la honte » !), et bien sûr anti-migrants. Ils osent même dire « il faut être fier de notre passé » en faisant allusion à la seconde guerre mondiale. Au départ, ce fut un parti de « professeurs », anti-euro à l'origine, obsédé par le souverainisme monétaire et multipliant des recours auprès du Tribunal constitutionnel de Karlsruhe. Puis ce parti n'a cessé de dériver vers l'extrême droite la plus odieuse, haineuse, extrêmement agressive sur le plan verbal, insultant ses adversaires, notamment Madame Merkel. Ce parti a grossi aussi en développant des thèses diverses et mortifères, de plus en plus populistes, à l'instar d'autres pays européens dont la France malheureusement a l'habitude depuis longtemps. Populisme, ultranationalisme et racisme sont le moteur et la matrice de ces hystériques (qu'il faut cesser de traiter de « souverainistes » ou bien alors on ne veut pas comprendre les réels dangers et desseins de ces gens-là !).

Cet événement hautement symbolique, puisque s'agissant de l'Allemagne, qui précisément ne connaissait plus, elle, l'extrême droite depuis 1945, quand la France subit ces idées depuis 30 ans, se produit au moment justement où les extrémistes reculent un peu partout ces derniers mois : en Autriche, aux Pays-Bas, en Belgique, en Italie et en France avec un FN au bord de l'implosion après avoir apporté la preuve lors de la campagne présidentielle 2017 de son incompétence et inaptitude à gouverner.

Pour se rassurer un peu, on dira que l'AfD n'a fait « que » 12,6% des voix (essentiellement à l'est de l'Allemagne, hors grande ville), alors qu'en France on en est entre 20% et 40%, selon les scrutins ! Ce qui d'ailleurs fragilisait notre influence sur la scène européenne... Mais cela a fait un choc quand même, en Allemagne comme dans les autres Etats-membres.

Raison de plus pour être vigilants (cessons d'être naïfs, la démocratie est un bien fragile...), et ressaisissons-nous pour refonder l'Europe en s'appuyant, en partie, en partie, sur le socle fort franco-allemand sans lequel rien ne peut se faire. Et nos deux pays pèsent encore plus dans l'UE, si les Britanniques s'en vont vraiment. Le couple Merkel-Macron est condamné à s'entendre, pour réussir à réconcilier les citoyens européens avec l'Europe, à les faire à nouveau rêver, comme le souhaite Macron. Et ça tombe bien, ces deux-là vont gouverner sur la même période !

4/ Des nouvelles du BREXIT, où Madame MAY corrige (un peu) le tir

Discours de Theresa MAY à Florence

Le discours était très attendu. Theresa MAY avait choisi la perle de la Renaissance européenne, Florence. Elle était très attaquée par les « durs », à cause de ses atermoiements. Elle a tenté de débloquer les pourparlers entre Londres et la Commission européenne, sur les modalités de sortie du Royaume-Uni de l'Europe.

Elle a proposé un partenariat d'un type nouveau, préservant assez longuement, en fait, le statu quo quant aux relations du Royaume-Uni avec le reste des pays européens.

Elle a promis de tenir les engagements budgétaires de l'Angleterre vis-à-vis de l'UE. C'est très bien, mais Theresa May n'a donné aucun chiffre, aucune méthode de calcul précise pour le montant !! Elle s'est contentée de dire : « aucun pays ne devra payer plus ou recevoir moins » pour le reste du budget en cours, qui s'achève en 2020, alors que l'UE réclame, elle, une facture totale de sortie évaluée entre 60 et 100 milliards €. Le calcul précis est prêt, côté UE, depuis juin. Ceci reste un point de blocage majeur dans les négociations du Brexit. Et ce flou artistique sur le montant du « chèque » inquiète beaucoup Michel Barnier qui déplore que « le Royaume uni ne se considère pas légalement obligé d'honorer certains des engagements financiers à long terme que l'UE lui demande de respecter »... Wait and see...

Très conciliante (pour la 1^{ère} fois), elle a fait des ouvertures sur le statut des citoyens européens vivant Outre-Manche après le BREXIT.

Elle a réclamé aussi une période de transition de deux ans au-delà de la date de sortie du Royaume-Uni, prévue en mars 2019 (avant les élections européennes !), pour réaliser le « partenariat original » auquel elle souhaite aboutir. En fait, elle voudrait un statut à part, sur mesure. Ce qui revient à dire que durant ces 2 ans après 2019, les relations entre l'UE et le Royaume-Uni resteraient en l'état afin de sortir « en douceur et de façon ordonnée » ! Dont acte ! Theresa May salue « le professionnalisme et les efforts des négociateurs en chef David DAVIS et Michel BARNIER, et note des « progrès concrets » sur des questions importantes. La Première Ministre britannique souhaite que les tribunaux britanniques « prennent en compte » les jugements de la Cour de Justice de l'UE dans leurs décisions concernant les droits des citoyens européens après le Brexit. En clair, l'accord de sortie devra s'intégrer pleinement dans la loi britannique.

Sur la future relation Royaume-Uni - Union européenne, il ne sera pas nécessaire de mettre des barrières douanières là « où il n'en existe pas aujourd'hui ».

Outre l'UE, elle rejette aussi un accord commercial de type CETA conclu entre l'UE et le Canada. Là encore, elle veut des liens plus étroits avec l'UE.

A noter que l'EEE comprend les 4 libertés de circulation fondamentale de l'UE (personnes, biens, services et capitaux), et l'EEE rassemble les Etats membres et la Norvège, l'Islande et le Liechtenstein. Theresa May souhaite devenir « une nation globale de libre-échange capable de définir sa propre voie dans le monde ».

De même, elle a rejeté l'idée de devenir un « simple membre » de l'Espace Economique Européen. Cela confesse bien leur embarras à quitter vraiment l'UE...

Deux autres gros obstacles demeurent : ses multiples concessions risquent de braquer les partisans du « Hard Brexit » et fragiliser encore un peu plus son poids politique. Boris JOHNSON, ministre des Affaires étrangères, guette les faux pas pour prendre sa place (!). Elle n'a rien dit sur le problème des migrants intra-européens, sur laquelle son gouvernement veut toujours revenir à travers le Brexit, mais sans laquelle tout l'échafaudage qu'elle propose à Bruxelles risque de s'effondrer.



Bref, elle tourne en rond, et l'UE doit rester ferme. Sinon, elle voudra le beurre et l'argent du beurre : accès au marché unique, mais contrôle des migrations. L'UE ne peut, ne doit pas céder : le marché unique, c'est la libre circulation de tout, donc des Hommes. Et pas à la carte !

Car il y en a marre des manœuvres du gouvernement du Royaume-Uni qui veut imposer à toute l'Union européenne ses conditions, afin de limiter la casse dans le Brexit qu'ils ont eu la folie de décider (bravo, M. CAMERON !!).

Le troisième round des négociations, fin août et tout début septembre, ne s'est pas bien passé. Les différences, voire les divergences sont énormes entre les deux négociateurs en chef, Michel BARNIER pour la Commission européenne (avec un mandat du Conseil européen, c'est-à-dire des 27 États membres) et David DAVIS pour le Royaume-Uni. Le principal point d'achoppement de ce round, c'est la question financière.

Pour rappel, les négociations du Brexit tournent autour de 3 points cruciaux : tout d'abord la question de la libre circulation des citoyens, et donc du respect de leur droit, et au-delà du marché unique. Les Britanniques ne peuvent pas avoir la libre circulation des capitaux, des biens et des services sans celle des citoyens. C'est sur ce point aussi que se négociera la question de l'éventuelle période de transition. Le deuxième point des discussions porte sur la question financière c'est-à-dire ce que devra le Royaume-Uni, au titre de ses engagements signés, même après sa sortie de l'UE, soit jusqu'en 2020 voire 2022. Et on sait que, dès que l'on parle de sous, les choses s'enveniment souvent. Enfin, le dernier point porte sur l'Irlande, c'est-à-dire sur ce qui sera, dans un futur proche, la seule frontière entre le Royaume-Uni et l'Union européenne. Et au-delà de la question de la frontière de l'Irlande, c'est aussi la question du sort de l'Irlande : réunification ou non avec l'Irlande du sud, l'EIRE, qui, elle, entend bien rester dans l'UE, et garder bien sûr l'euro. Quelles dérogations accorder pour les Irlandais du nord ?

Bref, les problématiques ne sont pas simples.

Lors de ce round, les négociateurs se sont plutôt concentrés sur les questions de gros sous. Quelle sera la facture que le Royaume-Uni devra reverser à l'Union européenne au moment de son départ ? Les chiffres divergent, selon que l'on soit d'un côté ou non du Channel. La date de l'arrêt des comptes diverge aussi : mars 2019 au plus tard pour les Britanniques qui considèrent que, dès qu'ils seront partis, ils seront quittes envers les Européens ; ou fin 2020 pour les Européens qui se calent sur le calendrier du Cadre Financier Pluriannuel 2014-2020 qui encadre les différents programmes de financements européens et les grandes lignes du budget. Et la différence n'est pas qu'une question de date. Elle se transforme en milliards d'euros. Il s'agit là aussi d'une question de légalité et de « parole donnée » dans les contrats. Evidemment, personne n'est d'accord sur le calcul de la dite facture, qui oscille, selon les « comptables », entre 50 et 100 milliards d'euros. Une bagatelle, en somme... On ne va quand même pas interrompre les programmes de fonds européens de toute l'UE pour faire plaisir aux « Brexiteurs » !

On comprend la tension du côté britannique, car les brexiteurs avaient utilisés, entre autre mensonge, l'argument du retour de la monnaie (en paraphrasant la très célèbre formule de Margaret TATCHER « I want my money back ») comme argument de la campagne électorale. Difficile pour eux de dire, à présent, qu'il faudra d'abord déboursier des milliards pour aller au bout des engagements pluriannuels, avant d'espérer faire des économies. Mais ils ne sont pas à un paradoxe près. Isn't it ? Les mensonges en politique, cela se paie toujours, tôt ou tard...

On le voit, la lecture des négociations est très différente.

Et en fait, la question financière est en train de devenir un moyen de pression, certains diraient même de chantage des Britanniques : ils cherchent à diviser les Européens. Mais pour l'instant, heureusement, cela ne marche pas. L'UE est parfaitement unie sur ce dossier. Les Britanniques cherchent surtout à négocier des traités bilatéraux avec tel ou tel Etat, ce qui leur permettrait de modérer les conséquences du Brexit. Ainsi, Theresa May s'est rendue en août au Japon pour amadouer ce partenaire et obtenir un

traité de commerce, qui donnerait aux Japonais les mêmes conditions d'accès au marché britannique « comme du temps du marché unique européen ». Si ce stratagème réussit, et si le Royaume-Uni réussit à négocier (encore faut-il qu'il ait le temps de le faire..) de tels traités, il pourra « narguer » l'Union européenne et sortir avec fracas, en ayant minimisé les pertes commerciales. Mais, bon là, on est dans de la politique- fiction, voire dans de la science-fiction. De toute façon, cela ne marcherait pas avec les Etats-membres de l'UE, or le Royaume-Uni commerce énormément avec eux !

Les négociations diplomatiques autour du Brexit ressemblent de plus en plus à une partie de poker menteur : aucun des deux partenaires ne connaît exactement les cartes de l'autre joueur. Aucun des deux ne sait où est située la ligne rouge. Aucun des deux ne peut anticiper l'attitude des pays tiers.

Tout ce beau monde s'est donné rendez-vous le 18 septembre. En espérant que la sagesse leur soit advenue. Rien n'est moins sûr, car les difficultés sont devant pour le RU, pas derrière ! Le Brexit est loin d'avoir commencé, et déjà beaucoup de conséquences économiques depuis un an : énorme chute de la Livre, une inflation à 2,3%, un déficit commercial toujours énorme malgré une Livre faible (pire que le déficit de la France !), des prévisions de croissance faibles. Qu'est-ce que ce sera plus tard, avec la perte du passeport financier, la délocalisation d'entreprises, la baisse d'exportations vers l'UE ? Les agences de notation ne s'y trompent pas, et Moody's vient d'abaisser, le 23 septembre, la note de la dette à long terme du Royaume-Uni de AA1 à AA2, car elle s'inquiète de la dégradation des finances publiques et de l'impact du Brexit. Conséquence : les taux d'intérêt des emprunts vont mécaniquement augmenter, les Britanniques n'avaient pas besoin de ça !

Sur le plan politique, Theresa MAY a manqué son pari lors des élections législatives anticipées : majorité relative, et non absolue. Du coup, elle aborde les négociations avec l'UE en étant fragilisée, dans un Royaume-Désuni, avec les crispations de l'Irlande et de l'Ecosse.

L'Histoire jugera un jour ce gâchis actuel et je crains, futur. En outre, je ne voudrais pas être cruel à l'égard de nos amis Britanniques (certes il ne sera jamais trop tard, du reste, pour qu'ils stoppent leur sortie absurde dans deux ans, mais ce sera difficile d'expliquer cela aux citoyens britanniques !), mais franchement ils ont décidé de partir au moment où ils avaient obtenu, en 43 ans d'UE, beaucoup de choses qu'ils réclamaient : outre les fameux rabais britanniques sur leurs cotisations à l'UE, ils avaient obtenu l'élargissement sans l'approfondissement, une orientation libérale dans la politique de la Commission européenne, la prise de contrôle total de ladite Commission par le Conseil européen (chefs d'Etat et de Gouvernement), ce que feignent de nier nos politiciens eurosceptiques, prétextant je ne sais quelle « perte de souveraineté », et aussi le RU s'accommodait fort bien d'une Europe de plus en plus « à la carte », permettant d'adopter ou pas l'euro, Schengen, au choix de chaque Etat plus ou moins souverainiste. Pourquoi partir, avec tous ces « acquis » pour eux ? Ce n'est plus une erreur politique, c'est du suicide !

**Prochaine soirée sur l'actualité européenne
Mardi 7 novembre 2017**



Une nouvelle édition de PRESSE FEDERALISTE
Collection Textes fédéralistes

Albert Camus
L'union des différences
Le legs humain et politique d'un homme en révolte
d'Alessandro Bresolin
Préface d'Agnès Spiquel

Broché / 312 pages - Format : 13,5 x 18,5cm - 23 € - ISBN : 978-2-9558710-4-1

Albert Camus a été l'un des auteurs parmi les plus significatifs et originaux du vingtième siècle. Célèbre surtout pour ses romans, il fut longtemps oublié en tant qu'intellectuel critique et militant sans parti. C'est seulement maintenant que sa figure est pleinement sortie du cône d'ombre où elle était reléguée, celui de la polémique avec Sartre, que les essais et les interventions politiques de Camus, lus sans les lentilles des idéologies, sont évalués pour ce qu'ils expriment réellement. Ses prises de position de gauche libertaire, dans le contexte d'une guerre froide dominée par la logique du « avec moi ou contre moi », tombèrent dans le vide, considérées comme inactuelles. Et aujourd'hui ce sont justement la cohérence et la sincérité de certaines positions, sur le franquisme, la politique soviétique et le communisme, la question algérienne, le fédéralisme européen, la nécessité d'une nouvelle politique méditerranéenne ou la citoyenneté mondiale qui nous fournissent des outils solides pour lire de façon inédite notre passé composé, interpréter et affronter notre présent.

Un essai thématique, cet ouvrage, suit le fil de la pensée de Camus et non simplement la chronologie des événements qui ont marqué sa vie courte mais combien intense.

Alessandro Bresolin (Castelfranco – Veneto, 1970) Titulaire d'une maîtrise en Histoire contemporaine à l'Université de Bologne sur « la naissance des mouvements nationaux en Algérie 1924-1954 ». Traducteur d'écrivains de langue française (Marc Bloch, Albert Cossery, Armand Guerra, Panait Istrati, Romain Rolland, Pierre Rosanvallon, Hamid Skif, Edmond et Jules de Goncourt, Paul Valéry...) ; Chercheur indépendant, il participe aux Journées internationales Albert Camus, organisées par les Rencontres Méditerranéennes Albert Camus à Lourmarin. Il a également publié deux anthologies (Albert Camus, *La rivolta libertaria, Eleuthera*, 1998 ; Ignazio Silone, *Le cose per cui mi batto, Spartaco*, 2004), la conférence tenue par Camus en 1955 à Athènes sur *L'avenir de la civilisation européenne* ; enfin, un recueil de poèmes et trois romans.

BON DE COMMANDE à retourner à Presse Fédéraliste – c/o Maison de l'Europe et des Européens – 242 Rue Garibaldi – 69003 Lyon - www.pressefederaliste.eu

NOM..... Prénom.....

Adresse :

Tél.....email

Veuillez m'adresser exemplaire(s) d'**Albert Camus : l'union des différences, d'Alessandro Bresolin**

Prix public 23 € - Soit un total de € Plus port à confirmer

Paiement à l'ordre de : **Presse Fédéraliste - Maison de l'Europe – 242 Rue Du Guesclin – 69003**

Lyon

C.C.P. 2490 82 P LYON

À le..... Signature :

